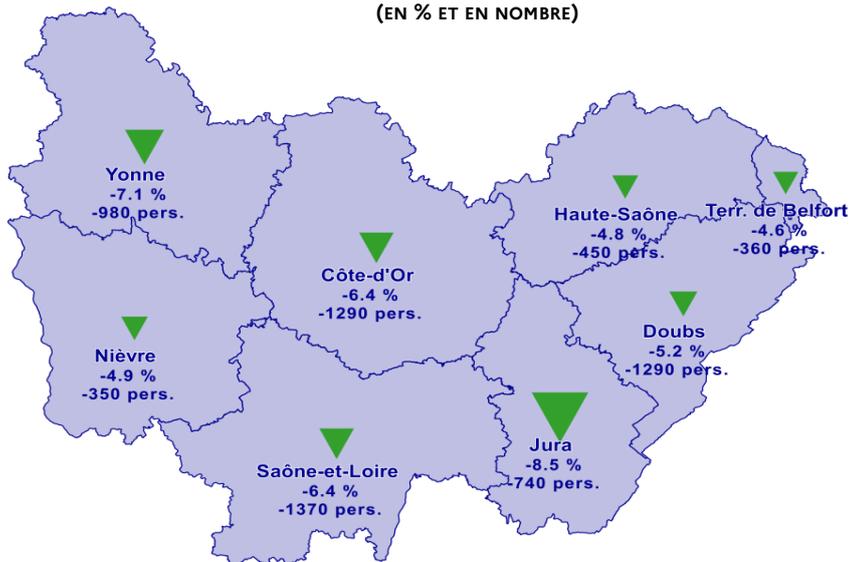


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2021
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 6,2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au troisième trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) continue de progresser en Bourgogne-Franche-Comté (+0,4 %, soit + 3 760), une hausse similaire à celle observée au niveau national. L'emploi salarié augmente à la fois dans le privé et le public mais se situe encore légèrement en-dessous de son niveau d'avant crise. L'emploi salarié progresse de nouveau dans l'hébergement-restauration (+1,9 %), les services aux ménages (+1,8 %) et le commerce (+0,5 %). À l'inverse, il se replie dans la construction et l'industrie (-0,2 % chacun) en lien avec des difficultés d'approvisionnement. La demande en intérim se redresse timidement. La progression des effectifs intérimaires dans le commerce et l'agriculture compense les pertes enregistrées dans l'industrie. À partir du mois de mai 2021, le recours à l'activité partielle a diminué avec le redémarrage de l'activité suite à la fin du confinement d'avril. À l'été, seulement 1 % des salariés en moyenne ont bénéficié de l'allocation au titre de l'activité partielle. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 60 700) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-5,4 %, soit -3 440).

Au quatrième trimestre 2021

À l'automne, le recours à l'activité partielle tend à se stabiliser, excepté dans l'industrie où le volume d'heures autorisées s'accroît comparé au 3^e trimestre. Les défaillances d'entreprises se redressent légèrement mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau d'avant-crise. Les créations d'entreprises demeurent en tendance mieux orientées qu'il y a un an. La demande d'emploi (cat.A) continue de diminuer : -6,0 % sur le trimestre et -13,2 % sur un an. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite forment 49 % de la demande d'emploi de cat.ABC. Les sorties pour reprises d'emplois plus nombreuses et des entrées pour fins de contrats moins importantes confirment cette embellie. L'ensemble des tranches d'âges est concerné, notamment les inscrits de moins de 25 ans (-8,8 %, cat.A).

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **106 650** (- 6,0 % sur un trim.)
Cat. B, C : **102 530** (+ 0,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **209 180** (- 3,1 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,8 % au 3^{ème} trimestre 2021
0,0 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,9 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

970 940 au 3^{ème} trimestre 2021
+ 0,4 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2021

● RECOURS À L'INTÉRIM

35 740 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2021
+ 0,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2021

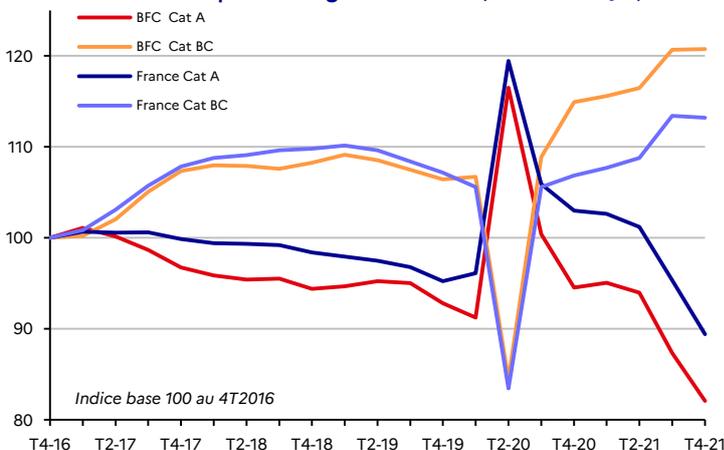
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T4 2021	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	106 650	-6,0	-13,2
Catégories B, C	102 530	+0,1	+5,1
Catégories A, B, C	209 180	-3,1	-5,1
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	3 101 800	-6,2	-13,2
Catégories B, C	2 266 500	-0,2	+5,9
Catégories A, B, C	5 368 200	-3,8	-6,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	55 880	-6,0	-13,5	-6,5	-13,8
< 25 ans	7 990	-8,9	-18,8	-9,0	-18,0
25 - 49 ans	31 420	-6,3	-14,4	-7,1	-15,4
50 ans et plus	16 470	-4,0	-8,8	-4,2	-8,4
Femmes	50 770	-6,0	-12,9	-5,9	-12,5
< 25 ans	6 660	-8,8	-16,8	-7,9	-17,5
25 - 49 ans	28 780	-6,0	-13,5	-6,4	-13,4
50 ans et plus	15 330	-4,8	-9,9	-4,0	-8,1
Total	106 650	-6,0	-13,2	-6,2	-13,2
< 25 ans	14 650	-8,8	-17,9	-8,5	-17,8
25 - 49 ans	60 200	-6,2	-13,9	-6,7	-14,4
50 ans et plus	31 800	-4,4	-9,3	-4,1	-8,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	101 580	-3,3	-5,6	-4,0	-6,6
< 25 ans	14 630	-5,7	-11,8	-6,7	-12,7
25 - 49 ans	60 520	-3,4	-5,7	-4,3	-7,3
50 ans et plus	26 430	-1,9	-1,3	-1,8	-1,4
Femmes	107 600	-2,9	-4,7	-3,6	-5,5
< 25 ans	13 580	-4,3	-9,6	-5,6	-12,2
25 - 49 ans	62 780	-3,1	-4,8	-3,9	-5,9
50 ans et plus	31 250	-2,0	-2,0	-2,0	-1,5
Total	209 180	-3,1	-5,1	-3,8	-6,0
< 25 ans	28 210	-5,0	-10,8	-6,2	-12,5
25 - 49 ans	123 300	-3,2	-5,3	-4,1	-6,6
50 ans et plus	57 680	-2,0	-1,7	-1,9	-1,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2021	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	105 820	-2,6	-7,1	-3,3	-5,9
DELD :					
1 à 2 ans	42 730	-6,9	-8,9	-7,9	-14,1
2 à 3 ans	22 940	-1,7	+3,0	-1,8	-0,3
3 ans et plus	37 690	-1,2	+0,9	-1,6	-0,1
Total DELD	103 360	-3,7	-3,0	-4,3	-6,1
Part des DELD	49,4%	-0,3 pt	+1,1 pt	-0,3 pt	-0,1 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3		Moyenne annuelle	
	2021	2021	2021	2020
Assurance chômage	108 170	91 360	108 370	
Solidarité - Etat	11 760	10 540	12 620	
Autres	2 500	2 120	2 530	
Total DE indemnisés	122 420	104 020	123 520	
Formation	8 080	6 650	6 650	
Part des DE indemnisés* :				
BFC	48,3%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2021	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Fin de contrat	2 900	-8,2	-4,6	-6	-2,1
Fin de mission d'intérim	1 180	-4,1	0,0	-1	-2,3
Démission	990	+8,8	+25,3	+4	+18,6
Rupture conventionnelle	1 260	+1,6	-3,1	+1	-0,5
Licenc. économique	330	-2,9	-26,7	-8	-13,5
Autre licenciement	1 300	+6,6	-2,3	+7	0,0
Première entrée ⁽¹⁾	1 080	0,0	-15,0	-2	-10,1
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 480	-0,3	+0,9	-4	+3,4
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 240	-1,8	-0,6	-2	+1,9
Autre motif ⁽⁴⁾	1 120	-0,9	+7,7	-3	+9,4
Motif indéterminé	1 730	-7,0	0,0	-7	-5,8
Total	18 620	-1,7	-1,1	-3	+0,1

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2021	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	3 400	+6,6	+18,5	+1,0	+20,5
Entrée en stage ou formation	2 620	-10,3	+4,4	-11,5	+3,1
Arrêt de recherche**	2 180	+5,8	+14,7	+6,5	+14,4
dont maladie	1 300	+2,4	+18,2	+2,8	+14,5
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 590	-0,6	+6,7	-1,8	+5,4
Radiation administrative	1 870	+8,7	+34,5	+19,1	+44,9
Autre cas ⁽²⁾	1 670	-1,8	-1,2	+4,3	-3,1
Total	21 330	+0,4	+10,2	+0,4	+11,2

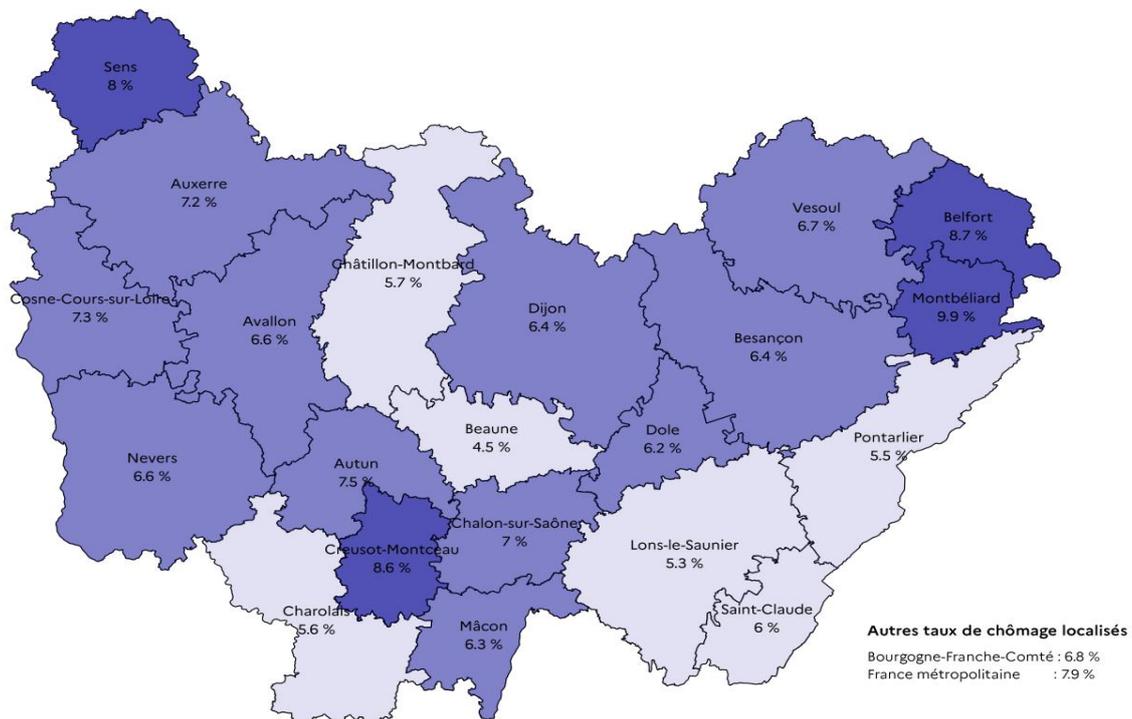
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2021



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T4 2021	Cumul 2021	Var.(%)/cumul 2021	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	1 431	4 941	+52,2	+29,8
dt jeunes	541	1 725	+106,6	+98,5
dt Education Nat.	41	176	+11,4	+4,7
dt Collectivités	222	1 428	+77,8	+58,1
dt résidents QPV	137	442	n.d.	n.d.
dt résidents ZRR	576	1 847	-	-
CIE Jeunes	1 104	2 707	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	4 180	15 375	+27,7	+25,4
dt Garantie Jeunes	1 904	5 526	+93,8	+85,6
dt résidents QPV	618	2 104	+32,0	n.d.
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs*	176	742	+46,9	+17,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T 2021)				
- secteur public	770	805	+82,1	+31,6
- secteur privé	19 427	21 190	+33,6	+44,7

Les données France sont des données France entière

* Données arrêtées à la semaine 52

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T3 2021	Var.(%)/trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	2 907	+25,7	+26,8
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	5 268	+84,6	+84,6
IAE (au 2T 2021)	8 616	+39,0	+36,0
dt ACI	3 013	+12,9	+13,9
dt AI	3 316	+65,2	+60,9
dt EI	1 103	+16,0	+15,5
dt ETTI	1 183	+106,0	+113,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : POEM (DGEFP), entrées, données brutes

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T2 2021	Cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2020
IAE	3 150	5 827	+57,0	+58,4
dont ACI	893	1 679	+50,3	+55,9
dont AI	1 228	2 208	+52,9	+47,8
dont EI	371	670	+22,0	+41,1
dont ETTI	658	1 270	+111,3	+104,2

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

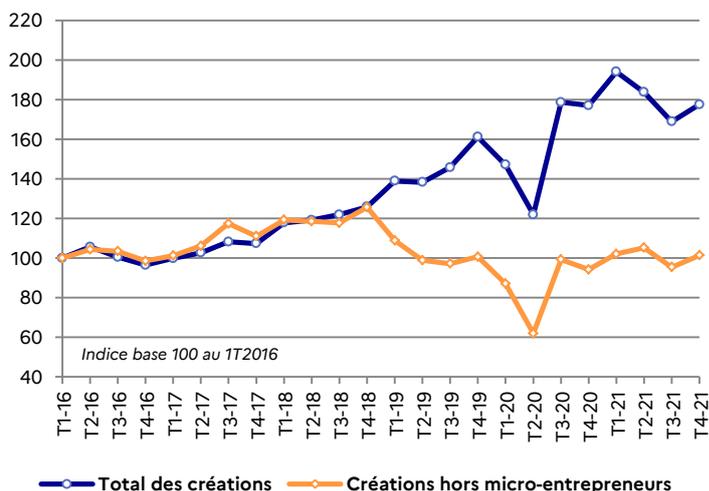
Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T4 2021	Evol./T4 2020 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	6 766	+1,6
dont :		
Entreprises individuelles	524	+1,0
Micro-entrepreneurs	4 516	-1,3
Sociétés	1 726	+10,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 250	+7,8
dont :		
Industrie	142	+20,3
Construction	257	+4,0
Commerce	385	+0,3
Services	n.d.	n.d.
Total des créations sur 12 mois glissés	9 164	+18,9

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



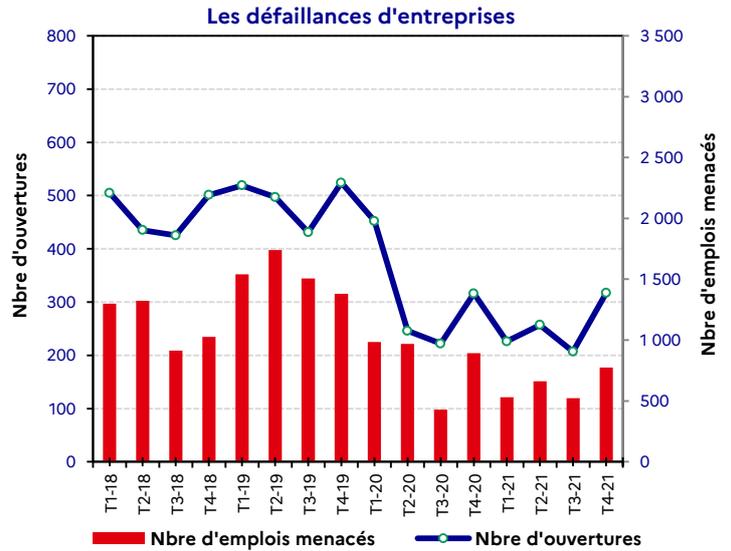
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T4 2021	Evol./T4 2020 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	317	+0,3
dont :		
Sauvegardes	13	+44,4
Redressements judiciaires	86	+17,8
Liquidations judiciaires directes	218	-6,8
dont :		
PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	775	-13,3
dont :		
Agriculture	45	+50,0
Industrie	229	-53,5
Construction	119	+36,8
Commerce	84	-20,0
Services	298	+65,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 007	-18,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreetts BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



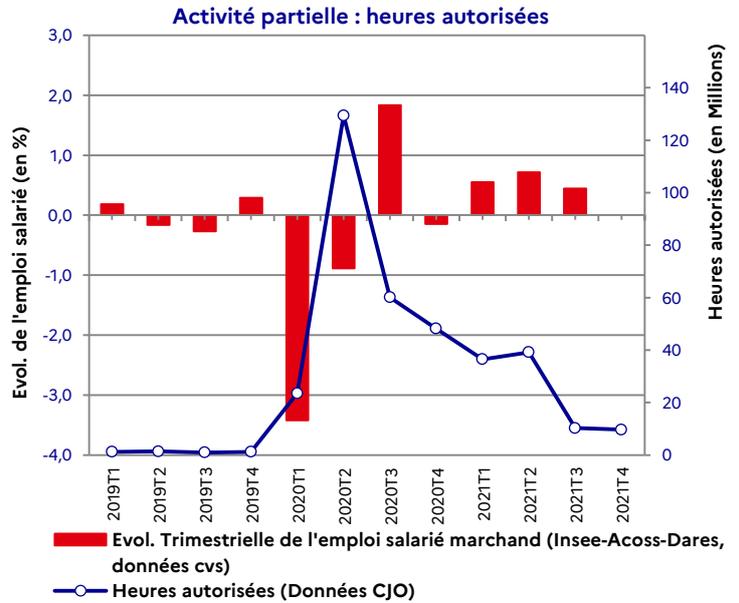
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T3 2021	T4 2021
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	4 424	3 057
Volume d'heures autorisées	10 311 499	9 661 589
dont :		
Agriculture	43 404	21 985
Industrie	5 695 689	7 390 474
Construction	174 134	119 565
Commerce	368 185	218 148
Services	4 030 087	1 911 417
Etablissements autorisés	3 676	2 631
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	525	510
Nombre de salariés concernés**	56 141	45 718
Total heures autorisées 12 mois glissés	134 144 893	95 641 678

Source : DARES/Dreetts BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

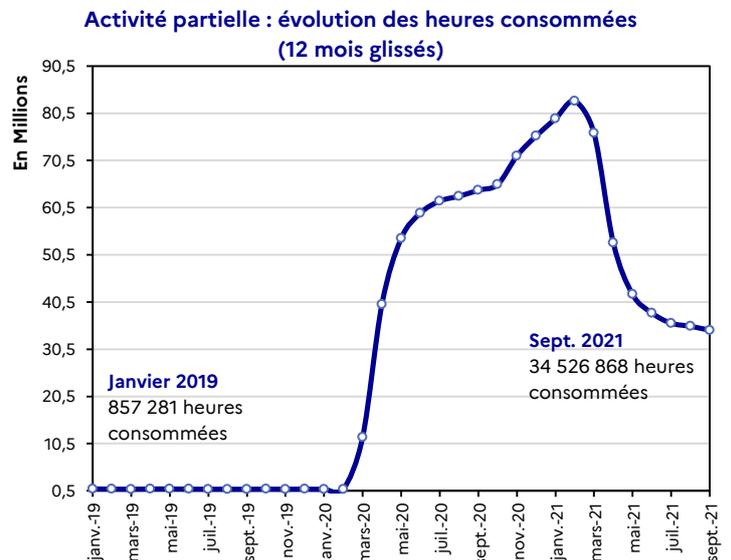


Heures consommées	BFC	
	T2 2021	T3 2021
Nombre d'heures consommées*	9 567 853	1 301 761
dont :		
Agriculture	41 455	3 967
Industrie	1 261 052	538 435
Construction	114 792	21 955
Commerce	1 770 997	74 393
Services	6 379 557	663 011
Etabs ayant consommé des heures	17 631	2 370
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	1 296	382
Nombre de salariés concernés**	59 053	12 222
Total heures consommées 12 mois glissés	38 178 426	34 526 868

Source : DARES/Dreetts BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3e trimestre 2021						
Embauches		14 871	7 552	30 229	169 720	222 372
Répartition en %		6,7	3,4	13,6	76,3	100,0
dont en % :						
CDD		69,6	63,6	76,8	88,4	84,7
< 25 ans		58,0	57,8	67,7	36,5	42,9
25 - 49 ans		32,7	35,1	24,5	42,1	38,8
50 - 54 ans		4,1	3,7	2,8	8,0	6,9
55 ans ou plus		5,2	3,4	5,0	13,5	11,4
Femmes		39,6	9,2	56,4	63,9	59,4
Sorties		14 662	6 975	30 967	168 165	220 769
Répartition en %		6,6	3,1	13,9	75,6	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		58,7	54,2	71,4	85,7	80,9
dont CDD < 1 mois		29,7	25,0	53,3	82,0	74,7
Démissions		16,7	21,1	14,0	6,7	8,8
Licenciements économiques		1,3	0,9	0,6	0,3	0,4
Licenc. non économiques		8,0	9,3	4,8	2,3	3,3
Retraite		5,1	2,6	1,2	0,8	1,2
Ruptures Conventionnelles		4,5	5,0	2,3	1,1	1,6
< 25 ans		52,8	50,1	66,4	35,4	41,4
25 - 49 ans		31,6	38,3	24,5	42,1	38,8
50 - 54 ans		4,2	4,1	2,7	8,0	6,9
55 ans ou plus		11,3	7,5	6,4	14,5	12,9
Femmes		39,1	8,8	57,7	64,3	59,9

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acosse et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

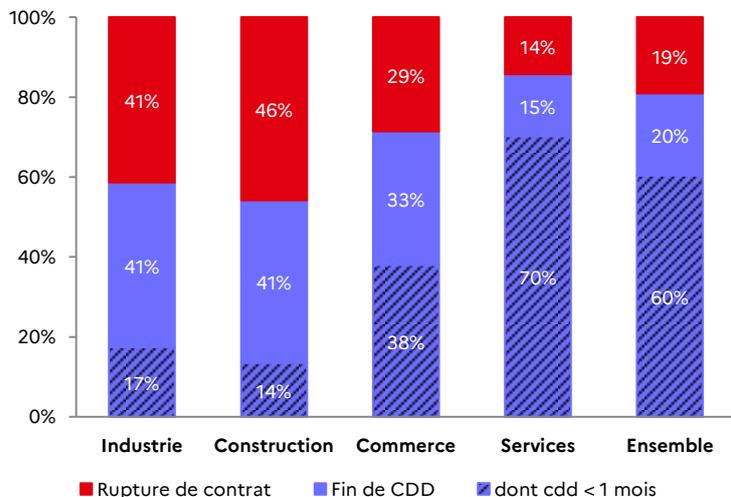
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

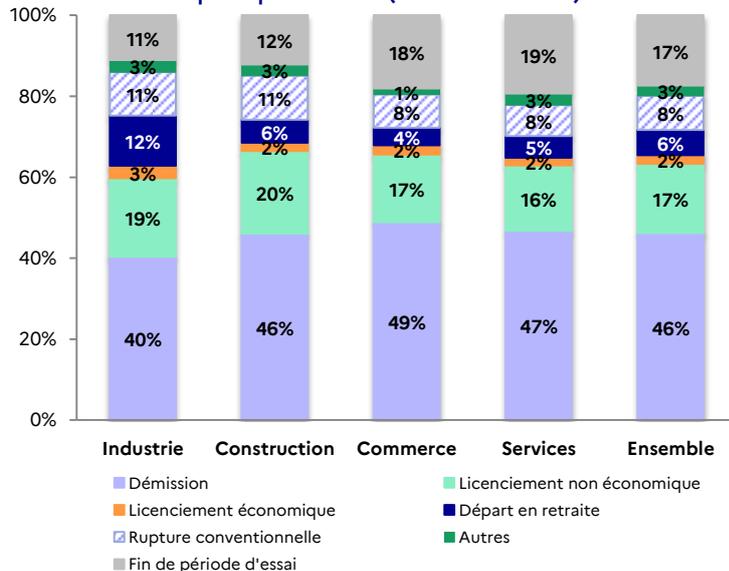
Lecture : Au 3e trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 69,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,4 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 38 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 40 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3e trimestre 2021							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,6	31,0
Embauches		95 418	86 292	15 233	25 429	132 143	55 091
dont en % :							
CDD		86,9	79,9	86,5	91,7	87,5	88,8
Sorties		91 339	85 661	15 194	28 575	132 285	54 344
dont en % :							
Fins de CDD		84,9	76,4	83,7	80,3	84,3	86,8
dont CDD < 1 mois		62,9	81,4	87,2	88,5	78,5	68,9
Démissions		7,5	12,3	6,9	3,8	7,5	6,7
Licenciements économiques		0,1	0,6	1,0	0,7	0,3	0,0
Licenc. non économiques		3,3	3,6	3,2	2,2	2,5	2,5
Retraite		0,0	0,0	0,1	9,1	0,9	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,5	2,8	1,8	1,6	1,4	0,4

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,7 % ont signé un CDD.

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Bourgogne - Franche-Comté 3 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	18 830	+980	+5,5	+1 550	+9,0	19 120	+1 130	+6,3	+1 740	+10,0
Industrie	164 930	-380	-0,2	-1 030	-0,6	181 700	-740	-0,4	-620	-0,3
Industrie agro-alimentaire	27 100	+240	+0,9	+930	+3,6	29 920	+510	+1,7	+1 360	+4,8
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 800	-60	-0,5	+40	+0,4	12 470	-20	-0,2	+30	+0,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	21 110	-80	-0,4	-770	-3,5	23 650	-70	-0,3	-300	-1,2
Matériels de transport	20 760	-190	-0,9	-1 120	-5,1	22 690	-1 190	-5,0	-2 840	-11,1
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 160	-280	-0,3	-110	-0,1	92 970	+40	+0,0	+1 120	+1,2
Construction	52 360	-100	-0,2	+1 440	+2,8	56 560	-50	-0,1	+1 470	+2,7
Commerce ; réparation auto.	122 630	+570	+0,5	+2 630	+2,2	125 500	+840	+0,7	+2 700	+2,2
Services marchands	237 780	+1 570	+0,7	+3 750	+1,6	247 790	+1 500	+0,6	+4 270	+1,8
Transports et entreposage	52 090	-140	-0,3	+80	+0,1	55 990	-180	-0,3	+160	+0,3
Hébergement et restauration	32 930	+620	+1,9	+1 980	+6,4	33 270	+660	+2,0	+2 080	+6,7
Information et communication	8 610	+40	+0,4	+250	+2,9	8 680	+50	+0,6	+250	+3,0
Services financiers	21 080	-80	-0,4	-160	-0,8	21 260	-80	-0,4	-180	-0,8
Services immobiliers	6 620	-60	-0,9	-380	-5,5	6 770	-30	-0,5	-330	-4,6
Services aux entreprises	73 060	+410	+0,6	+710	+1,0	78 110	+280	+0,4	+890	+1,2
Services aux ménages	43 390	+780	+1,8	+1 280	+3,0	43 700	+810	+1,9	+1 390	+3,3
Services non marchands	339 170	+950	+0,3	+2 230	+0,7	340 250	+1 070	+0,3	+2 430	+0,7
Ensemble	935 700	+3 590	+0,4	+10 560	+1,1	970 940	+3 760	+0,4	+12 000	+1,3
dont privé						730 780	+2 530	+0,3	+11 200	+1,6
dont public						240 160	+1 230	+0,5	+800	+0,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

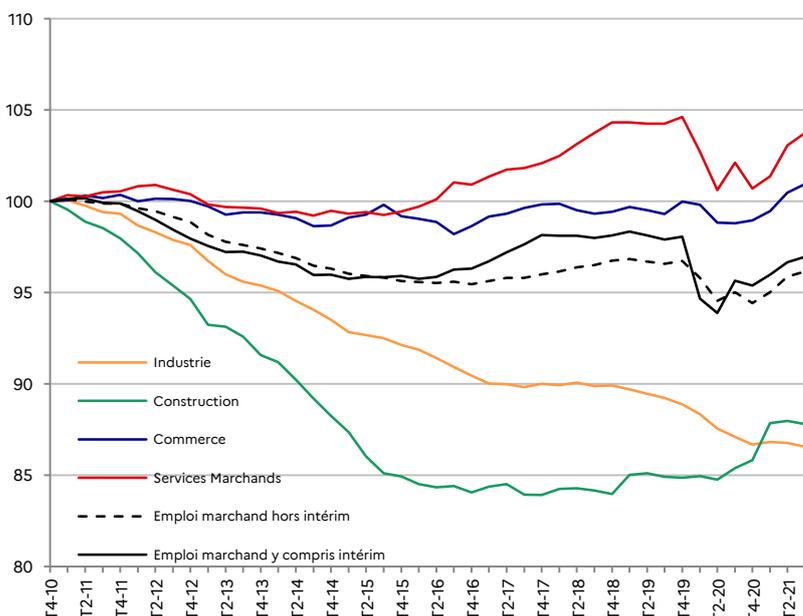
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

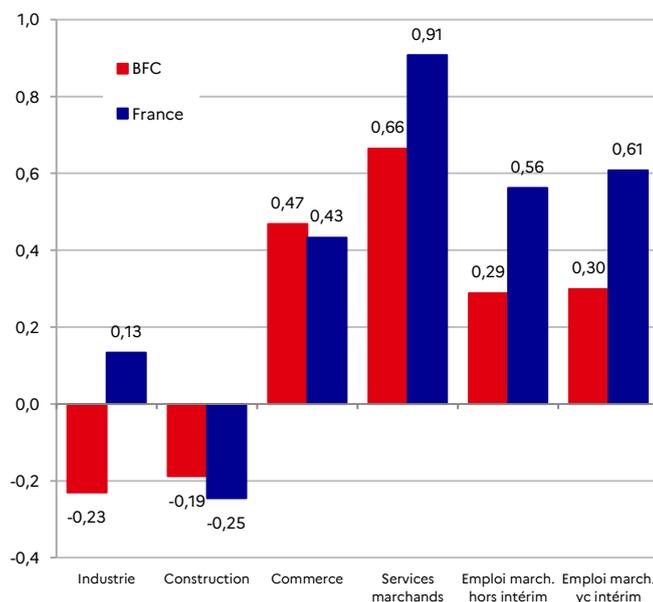
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 3 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	310	+96,4	+212,4	1,6	+1,0	150	+25,0	-6,3	2,0	+0,2
Industrie	16 850	-2,4	+2,0	9,3	+0,2	16 800	-0,7	+19,7	2,4	0,0
Construction	4 540	+0,7	+1,2	8,0	-0,1	4 190	-5,8	+1,5	3,2	+0,4
Commerce	2 890	+11,3	+3,2	2,3	+0,0	2 740	-0,7	-0,4	1,6	+0,1
Services	11 150	+0,7	+5,9	4,5	+0,2	11 150	+0,7	+11,1	1,5	0,0
Ensemble	35 740	+0,3	+3,8	5,7	+0,1	35 020	-0,8	+12,5	2,1	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

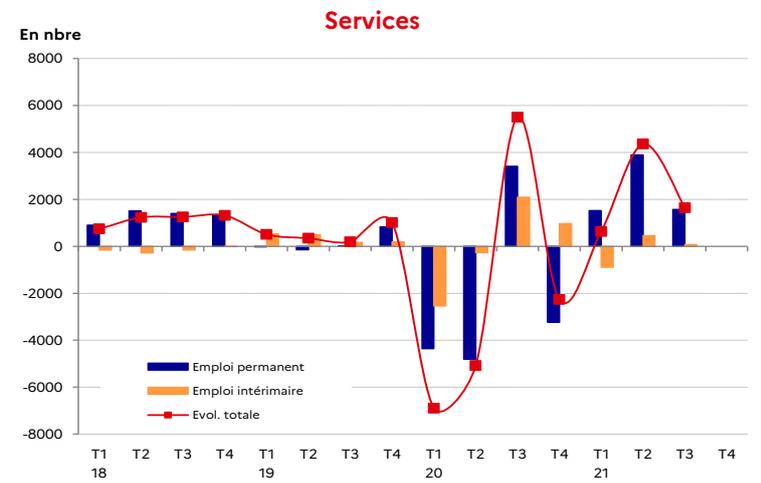
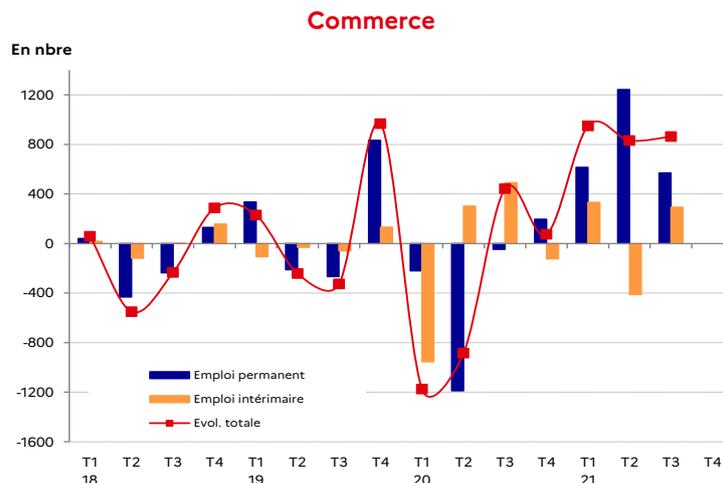
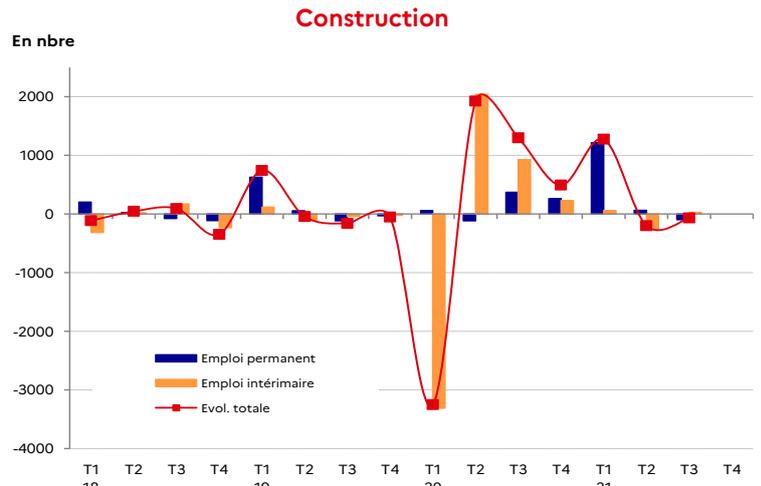
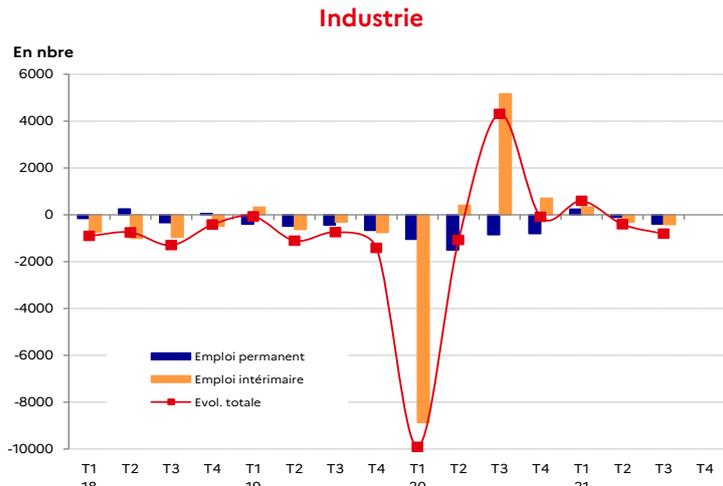
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

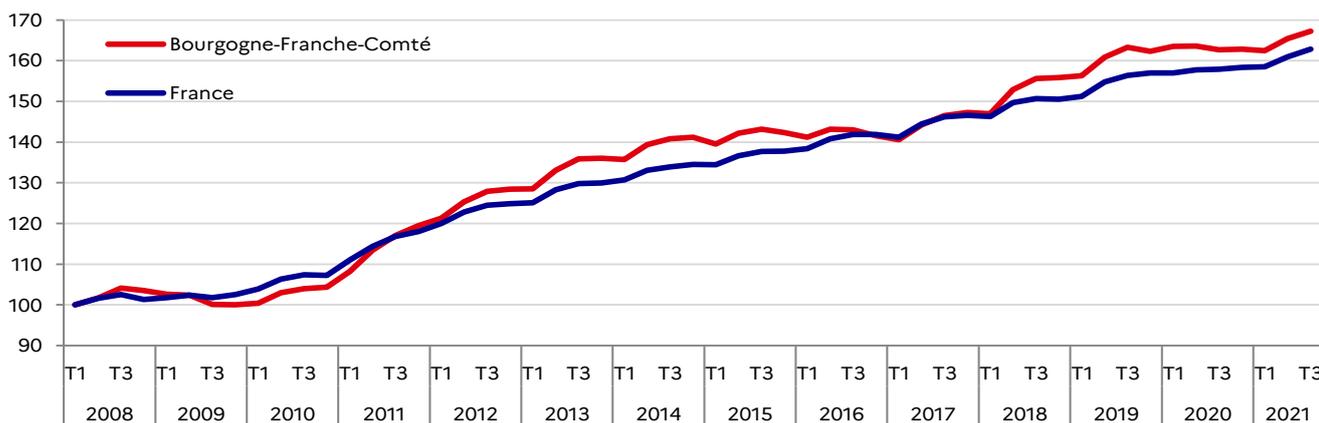
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2018	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 025	218 550	22,5	+1,0	+5 040	+2,4	149	0,4	+0,7	-7	-4,5
Doubs	221 304	192 920	19,9	-0,1	+40	+0,0	28 341	71,9	+1,2	+863	+3,1
Jura	105 358	86 510	8,9	+0,3	+1 720	+2,0	6 590	16,7	+0,3	+22	+0,3
Nièvre	71 403	65 090	6,7	-0,0	-100	-0,2	13	0,0	-7,1	0	0,0
Haute-Saône	92 636	66 010	6,8	+0,0	+540	+0,8	518	1,3	+3,4	+28	+5,7
Saône-et-Loire	211 354	185 620	19,1	+0,7	+4 230	+2,3	194	0,5	+3,2	+30	+18,3
Yonne	127 326	107 800	11,1	+0,3	+1 140	+1,1	17	0,0	-10,5	0	0,0
Territoire de Belfort	55 900	48 440	5,0	+0,0	-600	-1,2	3 600	9,1	+1,1	+145	+4,2
BFC	1 105 305	970 940	100,0	+0,4	+12 000	+1,3	39 422	100,0	+1,1	+1 081	+2,8

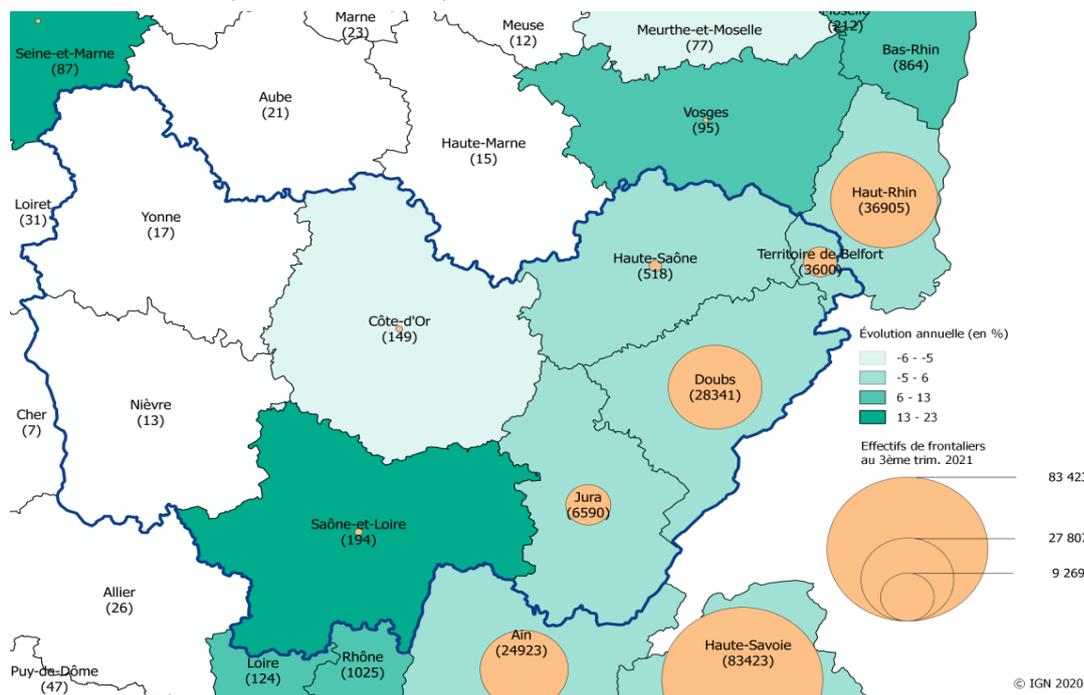
Sources : INSEE - RP 2018 (enquêtes annuelles 2016 à 2020) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,1% dans le Doubs. Ce département comptabilise 28 341 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 170	-6,7	36 173	+0,1	8 180	+1,0	2 043	-8,9
Doubs	12 887	-3,5	32 130	+1,0	10 160	-1,5	2 307	-1,0
Jura	3 813	-5,7	15 287	+2,3	5 087	-1,5	927	-3,8
Nièvre	5 790	-4,7	13 420	-0,7	6 193	-0,8	1 030	-6,6
Haute-Saône	4 243	-6,9	14 983	+0,4	5 323	+3,7	1 230	-4,9
Saône-et-Loire	10 447	-6,3	35 817	+1,8	11 507	+0,5	2 533	-8,9
Yonne	8 983	-5,8	22 913	+1,6	7 613	+4,4	1 650	-8,0
Territoire de Belfort	4 377	-3,6	9 380	+3,3	2 327	+0,4	833	-2,7
BFC	60 710	-5,4	180 103	+1,1	56 390	+0,7	12 553	-6,1

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

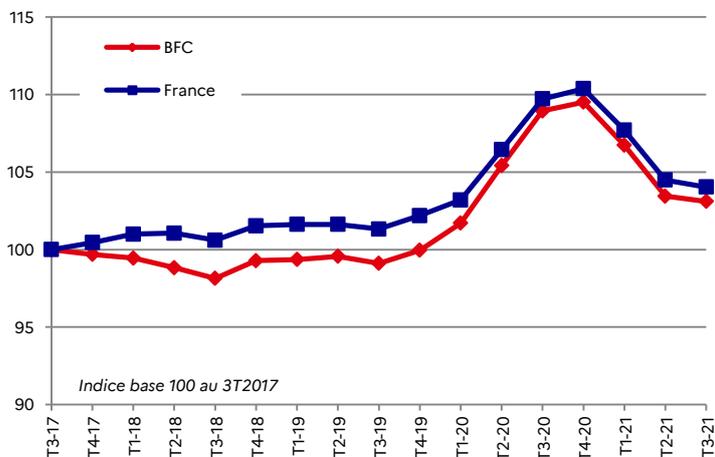
- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

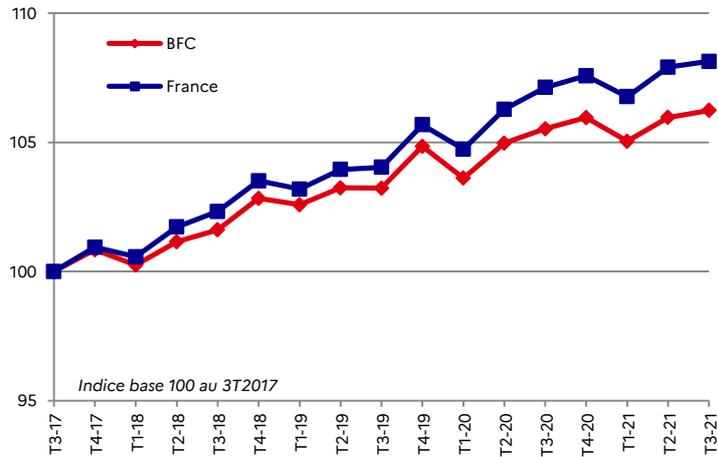
- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

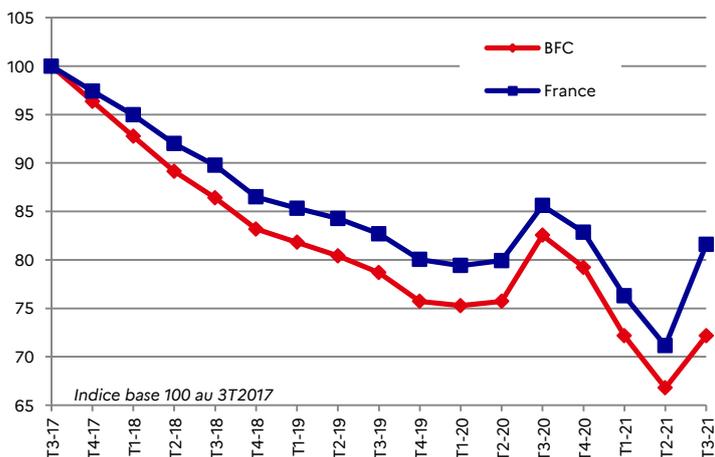
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



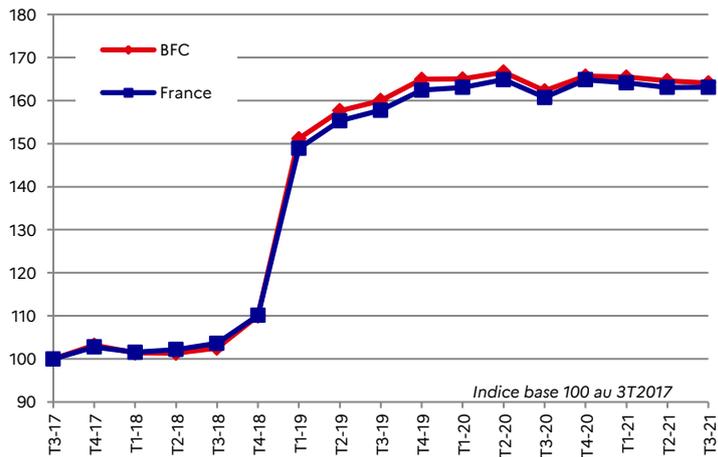
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 4^{ème} Trim. 21	18 810	23 670	7 960	6 830	9 000	20 060	12 890	7 430	106 650
Variation (en %) sur 1 Trim.	-6,4	-5,2	-8,5	-4,9	-4,8	-6,4	-7,1	-4,6	-6,0
Variation (en %) sur 1 an	-15,2	-12,6	-16,6	-9,4	-11,2	-14,6	-11,9	-9,9	-13,2
Hommes	9 640	12 770	4 080	3 700	4 720	10 200	6 740	4 050	55 880
Femmes	9 180	10 900	3 880	3 130	4 280	9 860	6 150	3 380	50 770
<25 ans	2 630	3 100	1 090	1 020	1 240	2 720	1 820	1 040	14 650
25-49 ans	10 830	14 050	4 400	3 640	4 910	10 810	7 200	4 330	60 200
>50 ans	5 350	6 510	2 470	2 170	2 850	6 530	3 870	2 060	31 800
DELD (Cat. A, B, C)	19 110	21 740	8 070	6 100	8 600	21 340	12 040	6 370	103 360
Taux de chômage 3 ^{ème} Trim. 21	6,0	7,4	5,5	6,7	7,0	6,8	7,4	9,2	6,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 4^{ème} Trim. 21									
Nbre ouvertures procédures	69	64	26	22	22	62	34	18	317
Evolution annuelle (en %)	-9,2	+25,5	+4,0	-4,3	+15,8	+6,9	-30,6	+20,0	+0,3
Trav. Temporaire 3^{ème} Trim. 21									
Effectifs	7 540	6 480	3 780	1 710	3 060	7 310	4 440	1 430	35 740
Evol./trim. précédent (en %)	+10,4	-13,1	+4,3	+2,3	-1,2	+3,6	+3,0	-9,5	+0,3
Activité Partielle 3^{ème} Trim. 21									
Nbre d'heures consommées	205 954	476 967	83 789	83 527	74 234	153 515	99 861	123 913	1 301 761
Evol./trim. précédent (en nbre)	-2 103 574	-1 713 606	-820 743	-486 850	-454 212	-1 486 570	-858 418	-342 118	-8 266 091

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 4^{ème} Trim. 21	186	252	140	132	167	260	208	86	1 431
Cumul 2021	618	828	454	439	600	986	665	351	4 941
PACEA 4^{ème} Trim. 21	650	736	237	392	431	887	541	306	4 180
Cumul 2021	2 439	2 733	931	1 533	1 659	3 205	1 937	938	15 375
IAE 2^{ème} Trim. 21	538	537	365	296	195	506	554	159	3 150
Cumul 2021	912	994	707	568	355	1 070	968	253	5 827
Apprentissage 3^{ème} Trim. 21	4 457	4 741	1 822	1 166	1 576	3 682	1 845	908	20 197
Cumul 2021	4 898	5 141	1 966	1 319	1 699	3 985	2 006	981	21 995

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : POEM (DGEFP)

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

3 ^{ème} Trim. 2021	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	5 750	1 330	1 340	1 620	1 280	4 440	2 930	140	18 830
Evol./trim. Précédent	+11,2	-1,0	-0,5	-0,0	+3,2	+9,8	-0,1	-8,0	+5,5
Industrie :									
Effectif	25 310	38 640	18 770	8 500	15 100	32 720	17 990	7 910	164 930
Evol./trim. Précédent	+0,2	-0,5	-1,2	-0,5	+0,7	-0,1	+0,1	-0,8	-0,2
Construction :									
Effectif	12 170	9 690	5 350	3 130	3 430	11 000	5 440	2 140	52 360
Evol./trim. Précédent	+0,1	-0,4	+0,6	-1,3	-0,4	-0,3	+0,1	-1,0	-0,2
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	175 320	143 260	61 060	51 840	46 190	137 450	81 440	38 250	734 820
Evol./trim. Précédent	+0,9	+0,1	+0,7	+0,1	-0,3	+0,7	+0,4	+0,3	+0,4
Total :									
Effectif	218 550	192 920	86 510	65 090	66 010	185 620	107 800	48 440	970 940
Evol./trim. Précédent	+1,0	-0,1	+0,3	-0,0	+0,0	+0,7	+0,3	+0,0	+0,4

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS